

## TRAMWAY DE JERUSALEM : VEOLIA SANCTIONNE EN SUEDE

par Marc Laimé

*L'ONG suédoise Diakonia a annoncé sur son site, le 20 janvier dernier, que la filiale transport de la multinationale française Veolia venait de perdre un contrat d'une valeur de 1,9 milliards d'euros à Stockholm. Ce contrat représentait le plus important appel d'offres public en cours en Europe, relatif à la gestion du métro de la capitale suédoise, pour une durée de 8 ans (« Veolia loses 3,5 billion EUR contract in Sweden ». Une importante campagne de protestation internationale semble avoir pesé sur la décision de l'autorité des transports publics municipaux de Stockholm.*

Les entreprises françaises Veolia et Alstom étaient mises en cause depuis plusieurs années en raison de leur participation à un projet de construction d'un tramway à Jérusalem, comme le relatait Robert Kissous dans *Le Monde Diplomatique* en août 2008 (« Veolia, Alstom et le tramway de Jérusalem »).

Ce projet de tramway, destiné à relier la Jérusalem-ouest israélienne avec des colonies israéliennes illégales dans les territoires palestiniens occupés, a suscité de vives polémiques sur la politique d'éthique de Veolia. Les protestations publiques stigmatisant la multinationale viennent donc de lui valoir un revers cinglant, au moment même où l'entreprise connaît des difficultés en bourse.

L'autorité des transports publics municipaux de Stockholm (SL) a indiqué que sa décision était basée sur des facteurs commerciaux, mais le questionnement sur l'implication de Veolia dans le projet controversé de tramway à Jérusalem (le « Jerusalem light railway ») a suscité un débat intense dans les médias suédois. Le marché, d'un montant de 21 milliards de couronnes suédoises (1,9 milliard d'euros), a donc été attribué au conglomérat MTR, de Hong-Kong.

Jusqu'à la veille de sa décision le conseil municipal a en effet reçu des pétitions signées par des milliers de citoyens, exigeant qu'il choisisse un opérateur qui ne soit pas associé à des violations du droit international humanitaire.

*« Ceci est un autre signe clair de l'importance pour les acteurs commerciaux de ne pas associer leur marque à des comportements anti-éthique, et en ce qui concerne les colonies illégales en territoire palestinien occupé, on peut déjà voir un mouvement des compagnies internationales qui cessent toute activité dans les colonies », a déclaré M. Joakim Wohlfeil, représentant de l'ONG suédoise Diakonia.*

Source : <http://blog.mondediplo.net> - 22.01.2009